

ment dans l'intérêt de la famille, mais aussi dans celui de l'Etat, car suivant que nous aurons assuré ou non la suffisante alimentation et de bonnes conditions d'existence, nous aurons préparé bien souvent pour la nation soit un nouvel apport de force ou de nouvelles causes de faiblesse.

Les conditions de vie doivent être telles que chaque enfant vienne au monde bien conforme et ait une chance raisonnable de se développer normalement et que chaque adulte puisse se maintenir en bon état de santé—je veux dire un état de santé tel qu'il mette l'homme à même d'exercer dans leur pleine mesure ses facultés au bénéfice de ses concitoyens et qui permette aux mères de famille d'exercer leurs facultés à la pleine mesure dans l'intérêt de leurs foyers. Il faudrait définir certaines conditions de vie que devraient remplir toutes les familles sous peine de périlcliter. Bien qu'il ne s'agisse ici que de quelques recherches portant sur des enfants, au sujet desquels on n'a pu se procurer que des statistiques incomplètes, des faits fragmentaires, il semble établi hors de tout doute que la mauvaise nutrition est non seulement due à la pauvreté, dans une large mesure, mais qu'elle est souvent en raison directe de celle-ci.

Dans une enquête faite par le bureau d'hygiène infantile et du bien-être de l'enfance, à Washington, on a constaté que la mortalité parmi les classes qui gagnent le moins était de 2 à 3 fois plus grande que parmi les classes aisées.

En présence d'un tel état de choses, en face de la pauvreté qui prévaut dans un si grand nombre de nos villes, j'ai peine à comprendre l'indifférence de nos financiers, à l'heure qu'il est. Ainsi, par exemple, dans le rapport annuel de la Banque de Montréal—qui compte, je crois, des directeurs dans cette Chambre—le gérant général déclare que le chômage est un correctif naturel. En songeant aux cas que nous signalent l'ordre des gardes-malades Victoria et les sociétés de bienfaisance qui s'emploient dans toutes nos villes, d'un océan à l'autre, je comprends bien difficilement qu'un homme ou qu'un groupe d'hommes qui comprend réellement la situation déclare que le chômage est un correctif naturel. J'estime que nous en sommes arrivés à une phase de notre histoire qui nous oblige de décider, une fois pour toutes, ce qui doit prévaloir des bénéfices particuliers ou du bien-être de l'humanité. Je suis convaincu qu'il y a maintenant ici, un groupe d'hommes nouveaux représentants du peuple, en cette Chambre, si l'on veut, qui se sont convaincus qu'en tant qu'ils peuvent s'y employer, le bien-être de l'humanité sera considéré d'abord.

Qu'on me permette de signaler certains faits qui ressortent des délibérations des sans-travail eux-mêmes. Tout d'abord, il y a lieu de reconnaître que par suite du présent système de la grande industrie, le chômage est involontaire. Je puis parfaitement admettre qu'il y a parmi les

[M. Woodsworth.]

sans-travail un certain nombre d'individus paresseux, ivrognes et mauvais ouvriers — et quiconque a étudié la question sait que, dans une très grande mesure, cette paresse, cette ivrognerie et cette incompétence sont le résultat de notre manque d'organisation,—mais, en même temps, nous devons reconnaître que la proportion est bien faible, en réalité. Il y a quelques mois, la plupart de ces hommes qui n'ont pas de travail, aujourd'hui, étaient à l'ouvrage, et s'il y avait du travail à faire, aujourd'hui, ils se remettront à la besogne. L'embarras pour un grand nombre d'entre nous, c'est que nous sommes à peine sortis de la période de colonisation de notre pays. Quelques-uns d'entre nous ont grandi sur la ferme. D'autres qui n'ont pas été élevés sur la ferme n'en conservent pas moins des traditions qui les rattachent à la ferme. Nous remontons dans notre pensée au jour où celui qui ne pouvait pas trouver de travail ou ne pouvait réussir dans la culture de la terre ne pouvait tenir responsable que lui-même de son malaise. C'était le temps où chaque famille se suffisait amplement à elle-même, et si quelqu'un laissait son travail durant une année et s'il n'aimait pas continuer son emploi, l'année suivante, il pouvait se rendre dans les terres nouvelles et se créer un foyer pour lui-même. Nous vivons encore, par la pensée, à l'époque où notre pays offrait des avantages illimités. Mais je fais observer que ce temps est passé. Il n'y a plus pour ainsi dire de terres inoccupées accessibles au Canada. Celui qui veut obtenir un homestead gratuit doit le chercher à de grandes distances de la voie ferrée. J'affirme—car je connais pertinemment le fait—que dans nos régions de l'Ouest, il y a environ 30 millions d'acres de terre arable qui ne sont pas cultivées. Mais de terres cédées gratuitement ou vendues à des prix raisonnables on n'en trouve plus. Il y a cent ans, la colonisation sur ce continent consistait en quelques groupes disséminés, le long du rivage de l'Atlantique. Il s'est écoulé environ un siècle et trois ou quatre générations avant qu'on atteignît le Pacifique. Aujourd'hui, la plus grande partie des ressources naturelles à notre portée ont été mises en œuvre, et les avantages qu'offrait l'Ouest à l'exploitation et à la culture ne sont plus aussi considérables. Nous oublions que nous vivons dans un âge de production collective, dans un âge de grande industrie et de monopolisation plus ou moins complète des choses nécessaires à la vie.